

L'attitude de la SCI, bailleur d'immeuble, et le critère de la confusion des patrimoines, Cass. com. 14 janvier 2004, note Bernard Saintourens.....	948
Déclaration de la créance éventuelle d'une banque contre les associés indéfiniment tenus du passif d'une société emprunteuse, Cass. com. 30 juin 2004, note Jean-François Barbiéri.....	952
Point de départ du délai de recours ouvert au liquidateur amiable ou au mandataire <i>ad hoc</i> après liquidation judiciaire de la société débitrice, Cass. com. 30 juin 2004, note Pierre-Michel Le Corre.....	959

SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE 965

Sociétés civiles - Assemblée générale - Nullité (oui) - Causes - Irrégularité de la convocation (non) - Associés non mis à même d'y participer (oui), CA Paris 2 mars 2004.....	965
Sociétés par actions - Bons de souscription d'actions - Augmentation de capital - Engagement extra-statutaire de souscription d'actions - Inexécution - Réparation du préjudice (oui), CA Paris 1 ^{er} octobre 2004.....	966
Redressement judiciaire - Dirigeant - Interdiction de diriger, gérer, administrer - Limitation de l'interdiction à cinq ans (non) - Régime des interdictions - Distinction entre les interdictions prononcées sur le fondement de l'art. 131-27 du code pénal et de l'art. L. 625-10 du code de commerce, CA Paris 10 septembre 2004.....	967
Société d'exercice libéral à responsabilité limitée (SELARL) - Qualité d'associé d'une société en nom collectif - Incompatibilité, CA Versailles 28 octobre 2004.....	969

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION 971

RÉPONSES MINISTÉRIELLES 973

BIBLIOGRAPHIE 979

TABLES 997

Tables générales 2004



Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).

Éditions Dalloz
31-35, rue Froidevaux, 75685 Paris CEDEX 14

Le code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

400282



91999

N° 4/2004



DOCTRINE

783

La suspension des délégations d'augmentation de capital en cas d'offre publique, par Alain Viandier	783
La rémunération excessive des dirigeants de sociétés commerciales, par Frédéric Garron	795
De l'utilité de constituer une SARL?, par Emmanuel Brocard	825
Réflexions sur la Convention de La Haye du 13 décembre 2002 sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire, par Aline Tenenbaum	835

juin 2004

JURISPRUDENCE COMMENTÉE

855

Sociétés en général

L'apporteur en industrie est un associé au titre de l'article 1844-5 du code civil relatif à la dissolution d'une société unipersonnelle, Cass. 1 ^{re} civ. 30 mars 2004, note Didier Poracchia	855
Cession de droits sociaux et responsabilité de l'expert de l'article 1592 du code civil, Cass. com. 4 février 2004, note Jacques Moury	863
Mise en société d'une entreprise individuelle: distinction impérative entre les opérations d'apport en société et de vente. Influence sur le régime fiscal applicable, Cass. com. 9 juin 2004, note Laurent Godon	870

Sociétés anonymes

Le président du conseil d'administration d'une société anonyme ne peut exercer les fonctions de directeur général délégué, CA Lyon 25 septembre 2003, note Pierre-Henri Conac	881
---	-----

Associations

Les contours du droit d'association négatif: les premières esquisses jurisprudentielles, Cass. 1 ^{re} civ. 17 septembre 2003, note Marie-Laure Coquelet	891
--	-----

Garanties

Les garanties autonomes, Cass. com. 9 juin 2004, note Maggy Pariente	894
---	-----

Sociétés et propriété intellectuelle

Nature et modalités de la protection de la dénomination sociale, Cass. com. 12 mai 2004, note Jérôme Passa	904
--	-----

Droit pénal des sociétés

Les sociétés de droit étranger et l'abus de biens sociaux, Cass. crim. 3 juin 2004, note Bernard Bouloc	912
---	-----

L'interdiction de gérer une société peut être illimitée, Cass. crim. 25 février 2004, note Bernard Bouloc	917
---	-----

L'inaction du commissaire aux comptes et la complicité d'escroquerie, Cass. crim. 25 février 2004, note Bernard Bouloc	923
--	-----

Droit fiscal des sociétés

TVA: déduction en cas d'opération unique non imposable réalisée pour le compte d'un autre assujetti réalisant des opérations imposables, CJCE 29 avril 2004, note Cyril David	931
---	-----

Redressement judiciaire

Agrément d'une cession d'actions et nomination d'un administrateur ad hoc, Cass. com. 12 mai 2004, note Thierry Bonneau	940
---	-----

Biblioteca de la	
Corte Suprema	
N° de Orden	170752
Ubicación	2-84

Revue des Sociétés

234
Octobre/Décembre
2004

n° 4

DOCTRINE

La cession des délégations
de gestion de capital
dans l'offre publique

Remunération excessive
des dirigeants de sociétés
commerciales

De l'utilité de constituer
une SARL?

Reflexions
sur la Convention
de La Haye
du 13 décembre 2002

JURISPRUDENCE

- ◆ Sociétés en général
Apporteur en industrie :
qualité d'associé p. 855

- Cession de droits sociaux et
responsabilité de l'expert p. 863

- ◆ Sociétés et propriété intellectuelle
Protection de la dénomination
sociale p. 904

- ◆ Droit pénal des sociétés
Sociétés de droit étranger et
abus de biens sociaux p. 912

- ◆ Redressement judiciaire
Agrément d'une cession
d'actions et nomination
d'un administrateur *ad hoc* p. 940

- SCI, bailleur d'immeuble,
et confusion des patrimoines p. 948

DALLOZ